

**Le Collectif des défenseurs
pour la sauvegarde du Patrimoine mondial naturel de La Réunion**

A l'attention de

Madame Grethel Aguilar
Directrice générale – UICN
UICN – Siège mondial
Rue Mauverney 28
CH-1196 Gland, Suisse
mail@iucn.org

La Réunion le 23 février 2026

Objet : courrier de soutien à l'évaluation réalisée par l'UICN en 2025

Madame La Directrice générale,

Depuis 2010, environ **40 % du territoire de l'île de La Réunion est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO** en raison de sa biodiversité exceptionnelle et de ses paysages naturels remarquables. Cette reconnaissance internationale implique une responsabilité collective forte quant à la préservation des valeurs universelles exceptionnelles du Bien.

Toutefois, les invasions biologiques constituent aujourd'hui une pression majeure sur les milieux forestiers originels, affectant toujours davantage les équilibres écologiques. Les différentes évaluations de l'intégrité du Bien ont, depuis plusieurs années, mis en évidence une **progression significative des espèces exotiques envahissantes au sein des écosystèmes naturels**. Depuis 2017, les rapports d'évaluation soulignent une dégradation préoccupante des valeurs universelles exceptionnelles, entraînant un changement de statut : d'un état jugé « *bon avec quelques préoccupations mineures* » à celui de « *préoccupations importantes* ». Lors de la dernière évaluation, en 2025, l'UICN a confirmé le maintien de ce niveau élevé d'alerte, identifiant les espèces exotiques envahissantes comme la principale menace, aux côtés de la pression touristique, des courses de montagne et de la chasse.

- Malgré certaines critiques exprimées localement, nous tenons à souligner que **les constats réalisés par vos services reflètent fidèlement la réalité observée sur le terrain**. Les données disponibles, corroborées par l'expérience d'experts locaux, confirment le caractère structurel et systémique de cette problématique.

Si les institutions locales communiquent régulièrement sur les efforts engagés, ceux-ci demeurent encore largement centrés sur l'amélioration des connaissances scientifiques, les protocoles de suivi et la planification. En revanche, **les actions opérationnelles de lutte et de restauration restent insuffisamment déployées à l'échelle du Bien**, souvent limitées dans le temps faute d'un véritable plan d'actions pluriannuel ambitieux et doté des moyens nécessaires, à la hauteur des enjeux.

Nous souhaitons également apporter plusieurs précisions et compléments à vos constats :

- **Chasse** : son impact est considérable, engendrant des dégâts irréversibles (création de nouveaux accès, tranchées, déracinements, prélèvements illicites). L'insuffisance des contrôles et l'absence d'actions de sensibilisation adaptées favorisent une dégradation continue. Certains chasseurs, estimant que le paiement d'un permis leur confère tous les droits, aggravent la situation.
- **Courses de montagne** : leur impact ne doit pas être minimisé. Au-delà des participants le jour de l'événement, les périodes d'entraînement multiplient par trois ou quatre la fréquentation des sentiers. Paradoxalement, les connaissances scientifiques sur ces impacts restent peu développées, alors que les compétences existent localement (laboratoires spécialisés en télédétection et en activités sportives). L'instauration d'une taxe d'inscription pourrait financer des actions de lutte contre les espèces exotiques envahissantes le long des parcours, en lien avec des associations locales.
- **Ruchers domestiques** : autorisés en cœur de parc et labellisés « Esprit parc », ils contribuent à la pollinisation des espèces exotiques envahissantes, étant souvent situés dans des zones déjà envahies et facilement accessibles. Leur présence entraîne également la disparition progressive des ruchers naturels, régulièrement observée par de nombreux naturalistes, tout en accentuant la compétition avec les pollinisateurs indigènes.
- **Sylviculture** : la perturbation engendrée et la non-gestion de ces zones favorisent la prolifération des plantes exotiques envahissantes et alimentent le cœur du Parc national situé à proximité. Par ailleurs, la majorité de la production sylvicole de l'île, occupée par le *Cryptomeria japonica*, semble être une aberration locale. Cette espèce est en effet connue pour ses capacités d'absorption des eaux de pluie, limitant ainsi l'infiltration dans le sol et réduisant considérablement la recharge des nappes phréatiques.

Dans ce contexte, notre collectif, aux côtés d'associations et de citoyennes et citoyens engagés, prévoit la **mise en place d'une plateforme photographique participative destinée à documenter l'évolution des invasions biologiques et à renforcer la compréhension collective des enjeux liés à la conservation du Bien**. **En parallèle une pétition de soutien à notre courrier sera mise en place**. Dès que cette pétition, d'une part, puis cette plateforme, d'autre part (ou site) seront créées, nous vous transmettrons les liens afin que vous puissiez vous rendre compte par vous-même de la réalité du terrain.

Nous souhaitons également souligner le potentiel encore sous-exploité des savoirs locaux et de la volonté d’agir des habitantes et des habitants : semble-t-il lié à un mépris systémique des savoirs locaux, de la part des organismes officiels.

Dans la mesure de vos prérogatives respectives, nous vous remercions par avance pour l’attention portée à la situation du Bien de La Réunion et pour tout appui susceptible de contribuer à renforcer les actions concrètes de conservation, en cohérence avec les engagements internationaux de la France et les attentes des populations locales.

Nous restons à votre disposition pour organiser, si vous le souhaitez, une mission d’experts permettant d’apprécier directement la situation sur le terrain. Nous vous invitons également à compléter votre analyse par une étude approfondie de la gouvernance locale du Bien, afin d’identifier d’éventuels biais limitant l’efficacité des actions engagées.

Nous vous prions d’agréer, Madame La Directrice générale, l’expression de notre plus haute considération.

***Les membres du Collectif des défenseurs
pour la sauvegarde
du Patrimoine mondial naturel de La Réunion***

Copie à :

Madame Monique Barbut

Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales
sur le climat et la nature

Hôtel de Roquelaure
246, boulevard Saint-Germain
75007 Paris
France

Monsieur Lazare Eloundou Assomo

Directeur du Centre du patrimoine mondial – UNESCO

l.eloundou-assomo@unesco.org

UNESCO – Siège
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France